

<http://www.mapexpress.ma/actualite/les-pays-du-maghreb-doivent-miser-sur-leurs-complementarites-economiques-pour-reussir-leur-integration-regionale-responsable-de-la-bm/>

Les pays du Maghreb doivent miser sur leurs complémentarités économiques pour réussir leur intégration régionale (responsable de la BM)

17 Février 2014

1/ Quels sont, selon vous, les enjeux de l'intégration maghrébine aux niveaux économique et social dans le contexte actuel ?

L'intégration maghrébine et l'intégration dans le commerce mondial d'une manière plus générale, doivent être considérées par chacun des pays comme des moyens de générer de la croissance et des emplois et de dynamiser et diversifier leurs économies. Rappelons que tous les pays du Maghreb font face à des défis importants en termes de création d'emplois pour des millions de jeunes, notamment en favorisant le développement d'un secteur privé plus dynamique et entreprenant.

L'intégration régionale permettrait au secteur privé et aux entrepreneurs innovants de saisir davantage d'opportunités d'affaires.

Plus concrètement, elle permettrait aux entreprises d'avoir accès à un marché plus vaste d'environ 100 millions de personnes au revenu parfois plus élevé que le revenu par habitant du Maroc, et donc à la capacité de consommer et d'acheter par exemple des produits marocains. Ceci renforcerait la productivité des compagnies qui pourraient ainsi réaliser des économies d'échelle pour produire plus efficacement, créer plus d'emplois, et se diversifier.

Une plus grande intégration régionale permettrait par ailleurs aux consommateurs d'avoir accès à un choix plus vaste de produits et services, souvent à des prix plus compétitifs et de meilleure qualité. Elle favoriserait aussi l'émergence d'une classe moyenne plus importante à travers des salaires plus élevés et de nouveaux métiers plus valorisants.

L'interdépendance économique permet également de renforcer la coopération politique et la capacité à résoudre les différends lorsqu'ils émergent. Enfin, l'enjeu de l'intégration, c'est aussi de pouvoir renforcer la capacité des pays maghrébins à négocier ensemble comme un seul bloc avec le reste du monde, notamment en matière commerciale et d'intégration économique. Je pense plus particulièrement aux négociations des ALECA, les accords de libre-échange complet et approfondi proposés par l'Union européenne et qui ont le potentiel d'accompagner la transformation structurelle des pays de la région.

2/ Quel sera l'impact de l'intégration économique maghrébine sur l'intensification des échanges entre les 5 pays et avec le reste du monde?

D'abord rappelons que dans un monde de plus en plus globalisé et connecté, le Maghreb est parmi les régions les moins intégrées du monde: hors pétrole, les pays du Maghreb présentent le plus bas pourcentage de commerce intra-régional de marchandises (de l'ordre de 3 à 5% de leur commerce total), et ce pourcentage n'a que légèrement augmenté depuis les années 2000. Ainsi, alors que la part des pays en développement et émergents dans le commerce mondial n'a cessé d'augmenter durant les deux dernières décennies, la part de chacun des pays du Maghreb est restée non seulement stagnante mais minimale. La part du Maroc dans le total des exportations mondiales a ainsi reculé de 0.15 % en 1999 à 0.1 % en 2012. Et ce résultat n'est pas une question de taille car l'ensemble de la région MENA, avec plus de 300 millions d'habitants, exporte autant que la Suisse (hors pétrole).

Nous estimons par conséquent que l'intégration maghrébine permettrait de dynamiser le niveau du commerce intra-régional, avec les principaux partenaires en Europe, et d'autres pays émergents. Suivant une étude récente, nous estimons que le manque à gagner du « non-Maghreb » se chiffre aux alentours de US\$ [] million ou [] % du PIB de la région (David Laborde)

3/ Comment les pays du Maghreb pourront capitaliser sur leur potentiel et impulser une nouvelle dynamique à leurs économies?

Pour capitaliser sur leur potentiel, les pays de la sous-région doivent miser sur leurs complémentarités économiques. Actuellement, les pays du Maghreb se font souvent concurrence sur les produits exportés notamment vers l'Union Européenne. Or il y a un potentiel important pour une meilleure division des tâches à travers l'établissement de chaînes de valeur ou de production régionales. En commerce international, on ne parle plus d'échanges de biens et services mais de « commerce de tâches ». Dans cette nouvelle organisation de la division du travail à l'échelle internationale, les entreprises se spécialisent de manière croissante dans ce qu'elles savent mieux faire pour créer plus de valeur ajoutée, et ainsi être plus compétitives. L'enjeu des économies maghrébines est de s'organiser collectivement pour rejoindre ce segment du commerce international qui est le plus florissant.

Les effets dynamiques à moyen et long terme de l'intégration régionale sont généralement plus importants que les effets statiques immédiats liés à la réorganisation des processus de production. La régionalisation, lorsqu'elle est assumée, permet de nourrir une saine concurrence et émulation entre les pays, y compris pour renforcer la gestion macroéconomique, améliorer la gouvernance, et fournir des services publics de qualité. Parmi ceux-ci, permettez-moi de souligner en particulier l'importance du renforcement de la qualité de l'éducation, qui est à la source de la croissance économique de demain.

L'impulsion vers une plus grande intégration économique des pays du Maghreb doit nécessairement venir en partie des autorités respectives. Elle viserait à créer les conditions d'un véritable accès à un marché unique régional de biens et services. Pour cela, et au-delà des réductions des barrières tarifaires et non-tarifaires, les gouvernements doivent s'atteler à

faciliter la logistique du commerce, à faciliter les investissements directs étrangers, et à effectivement mettre en œuvre les différents accords de libre-échange déjà signés.

L'impulsion doit aussi venir du secteur privé. A cet égard nous remarquons qu'une telle dynamique est en place entre les pays du Maghreb comme le démontre la série de réunions organisées par les Unions professionnelles au Maghreb. La réunion de Marrakech est la troisième, après celles organisées en Tunisie et en Algérie. Le secteur privé est en effet le plus à même d'identifier les opportunités de business et de collaboration régionale sur la base des expériences de terrain et en fonction des expertises sectorielles des uns et des autres. En identifiant les obstacles les plus contraignants au développement de leurs affaires transfrontalières, les secteurs privés peuvent légitimement se prévaloir auprès de leurs autorités respectives pour promouvoir conjointement les réformes nécessaires dans chaque pays. C'est aussi ainsi que l'intégration est un jeu à somme positive : en moyenne tout le monde est gagnant.

4 / Quel rôle peut jouer le Maroc pour réussir cette intégration régionale et renforcer davantage l'attraction de la région en termes d'investissements directs étrangers ?

Une régionalisation réussie est la responsabilité de tous les protagonistes ; chaque pays doit y travailler au service certes de ses intérêts, de ses entreprises, et de ses citoyens ; mais aussi au service du bien public collectif régional. A travers ses multiples initiatives bilatérales et régionales, le Maroc est déjà bien positionné dans le domaine, notamment suite à la signature d'un certain nombre d'accords bilatéraux ambitieux. Dans la foulée, le Maroc a réussi à attirer de nouveaux métiers et à s'insérer graduellement aux chaînes de valeur Nord-sud dans plusieurs secteurs prometteurs comme l'automobile ou l'aéronautique. Ce processus pourrait très naturellement s'élargir à l'échelle régionale et se démultiplier vers d'autres secteurs si collectivement la volonté existe.

Le Maroc aspire à être une plateforme régionale en attirant davantage d'investissements directs étrangers afin de servir tout le marché régional et servir de passerelle pour les échanges sub-sahariens. Cela suppose un travail préliminaire important de simplification des procédures et de facilitation du commerce dans toutes ses dimensions, à commencer par le transport et la logistique. A l'heure de la mondialisation, les entreprises ne peuvent être compétitives lorsqu'elles font face à trop d'obstacles. En matière industrielle, la circulation libre, fluide et rapide des composantes devient une condition sine qua non de la compétitivité de l'économie et de la participation dans les chaînes de production globale.

Il est donc de la responsabilité des cinq pays concernés, et notamment des plus riches d'entre eux, de promouvoir l'idée d'ouverture régionale, de faciliter l'accès aux marchés et de mettre en œuvre les accords déjà signés pour faire vivre l'UMA. Quoi de plus mobilisateur pour les populations que l'ambition et la volonté d'inventer le *made in* Maghreb ? L'usine arabe, comme il existe l'usine Asie.

5/ Quelles est votre appréciation sur l'initiative maghrébine du Commerce et de l'investissement (IMCI), dont la mise en place sera lancée au cours de cette 3ème édition du forum des entrepreneurs Maghrébins?

Nous nous félicitons de l'Initiative maghrébine du Commerce et de l'Investissement (IMCI) prise conjointement par la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) et de l'Union Maghrébine des Employeurs (UME). La Banque mondiale ne peut qu'encourager la mise en œuvre d'une feuille de route préparée par le secteur privé et visant à développer les échanges intra-maghrébins. Ce ne sont pas les gouvernements qui commercent mais le secteur privé. Il faut donc l'écouter davantage et le mettre au centre des solutions.

L'Initiative maghrébine du Commerce et de l'Investissement peut permettre de mettre en évidence les défaillances des réglementations ou des marchés, lorsqu'elles existent et de réduire les asymétries d'information. Elle peut aussi permettre de renforcer la voix du secteur privé maghrébin afin qu'il soit mieux entendu des gouvernements respectifs et des différents partenaires. L'union fait la force. Il serait utile que cette initiative se traduise rapidement par des actions concrètes afin de lui donner toute la crédibilité nécessaire, surtout par rapport à des initiatives précédentes qui n'ont pas toujours abouti.

La coopération, la co-localisation, le co-développement est une solution qui s'offre à tous les pays et à toutes les régions. Il faut que le Maghreb se donne les moyens de la saisir: c'est aussi cela qu'attendent les populations arabes de leurs dirigeants et chefs d'entreprise. Le Maghreb uni n'est plus une option; c'est désormais une obligation si la région ne veut pas rater le train de la mondialisation.